

La région Ile-de-France exige le retrait d'une affiche anti-Bolloré, un éditeur quitte le Festival du livre de Paris

Lucie Alexandre

Lors de l'événement qui s'est tenu du 11 au 13 avril, la maison d'édition indépendante Tusitala a été sommée par la collectivité d'enlever un poster dénonçant «le monopole et l'ingérence fasciste de Bolloré», ainsi que des fascicules annonçant la sortie d'un ouvrage collectif intitulé «Déborder Bolloré», au motif du «principe de neutralité du service public».

Depuis quelque temps, l'ambiance feutrée du monde de l'édition s'est un peu tendue. Et pour cause ; le milieu se trouve en première ligne dans le combat culturel mené par l'extrême droite. Et à l'initiative de certaines contre-offensives. Lors du Festival du livre de Paris, qui s'est tenu au Grand-Palais du 11 au 13 ;avril, des activistes aux visages partiellement dissimulés par des masques chirurgicaux ont ainsi lancé un happening devant le stand des éditions Fayard. Samedi 12 ;avril, ils y ont déroulé une banderole portant l'inscription en lettres capitales «*BOYCOTT FAYARD BOLLORÉ*».

Depuis plus d'un an, la maison d'édition est en effet tombée dans les mains du milliardaire breton, [à travers le rachat de Lagardère par la firme Vivendi de Vincent Bolloré](#), qui lui a permis de prendre le contrôle du groupe d'édition Hachette. Le catalogue a pris une teinte nouvelle en diffusant les écrits de personnalités comme [l'éditorialiste de CNews Sonia Mabrouk](#), ou encore [le patron du Rassemblement national, Jordan Bardella](#). Et prévoit [de faire paraître un livre du théoricien réactionnaire identitaire Alain de Benoist](#). Les médias du groupe Bolloré ont d'ailleurs relayé la petite manifestation de samedi en dénonçant «*l'assaut*» du stand Fayard par «*des militants d'extrême gauche*».

«On a vu des gens les prendre en photos»

Sauf qu'une bataille plus discrète s'est aussi jouée ce jour-là. A l'instar de 41 autres éditeurs franciliens indépendants, la maison d'édition Tusitala se trouvait sur le stand de la région Ile-de-France, après avoir perçu une aide financière exceptionnelle pour lancer une collection en format poche. Cette petite officine littéraire à cheval entre Paris et Bruxelles publie notamment des traductions d'auteurs étrangers et des sciences humaines. «*Nos livres peuvent avoir une coloration sociale, mais ne sont pas du tout politiques au sens strict, on n'est pas des militants radicaux*», assure Mikaël Demets, l'un des fondateurs. Mais les éditions Tusitala participent à la parution en juin d'un ouvrage collectif porté par plus d'une centaine d'éditeurs indépendants intitulé *Déborder Bolloré ; faire face au libéralisme autoritaire dans le monde du livre*.

Alors sur leur petit présentoir du Festival du livre figuraient des fascicules pour annoncer la sortie du bouquin et défendre le projet. Et sur le coin d'une petite caisse en bois avait aussi été placardée une affichette de la taille d'un tract, sur laquelle on pouvait lire ; «*Le monde du livre refuse le monopole et l'ingérence fasciste de Bolloré ;!*» Un poster élaboré par le même collectif d'éditeurs, à l'occasion de la publication prochaine du recueil. Des inscriptions qui

ont manifestement attiré l'attention de certains visiteurs. *«On a vu des gens s'arrêter devant, les regarder de près et même les prendre en photo»*, témoigne Carmela Chergui, cofondatrice de Tusitala.

Une «décision difficile»

Quelque part, une alerte est donnée. Et les services de la région viennent exiger que les éditeurs retirent l'affiche et les fascicules, au nom d'un impératif *«de neutralité du service public»* qui se doit d'être en vigueur sur le stand de la collectivité. *«On en convient parfaitement»*, affirme Carmela Chergui, qui explique avoir *«de très bonnes relations»* avec leurs interlocuteurs à la région. Mais l'éditrice conteste le caractère *«partisan»* des supports incriminés. *«Sauf erreur de ma part, Bolloré n'est pas un homme politique, mais une personnalité financière. On ne s'attaque pas à un parti et l'on ne représente aucun parti. Il s'agit, en tant qu'éditeurs indépendants, d'évoquer le danger des conglomérats dans l'édition, les synergies avec les groupes de médias, la constitution d'un empire qui peut menacer le pluralisme»*, argumente l'éditrice. Qui juge aussi que si la définition du *«politique»* excède désormais le cadre des partis, de nombreuses thématiques éditoriales risquent de se trouver ciblées.

Après réflexion, les éditeurs prennent donc *«la décision difficile»*, selon les mots de Carmela Chergui, de quitter le festival et de ne pas présenter leur stand le dimanche pour la deuxième journée d'ouverture au public. *«On voulait être cohérents avec nos pratiques éditoriales. Les éléments étaient liés à un livre que l'on publie, accepter de les retirer, c'est admettre l'idée qu'on peut nous demander de choisir tel ou tel de nos ouvrages quand on nous propose de participer à un événement, et ce n'est pas possible»*, détaille-t-elle. Tusitala a ensuite communiqué sur l'incident sur Instagram et annoncé son absence le dimanche.

«On ne comprend pas pourquoi ils ont pris la mouche. Bien sûr que ce n'est pas la région qui choisit les bouquins», certifie l'entourage de [la présidente Les Républicains d'Ile-de-France, Valérie Pécresse](#) ; *«C'est l'affiche qui pose problème, on ne peut pas avoir de tract militant sur le stand de la région, c'est le respect de la neutralité du service public.»* Une argumentation reformulée de façon quasi identique par la vice-présidente à la culture, Florence Portelli, sollicitée par texto. Pourtant, les éditeurs persistent ; selon eux, ce n'était pas seulement l'affiche qui était pointée, mais aussi les fascicules faisant la promotion de l'ouvrage à paraître sur Bolloré. *«On est dans un moment où cet argument de la neutralité, ça ne va plus suffire, estime aussi Mikaël Demets. On ne parle pas de n'importe quoi là ; il s'agit de l'extrême droite.»*

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

Illustration(s) :